

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 9810**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))

MASTER : MASTER Droit Économie Gestion Mention Droit Économique Spécialité Droit économique international et communautaire

Nouvel intitulé : Droit Économie Gestion Mention Etudes européennes et internationales Spécialité Droit de l'Union européenne

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Nantes	Président de l'université de Nantes

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Activités visées:

Conseiller et informer des personnes physiques ou morales en droit économique international et communautaire lors de consultations juridiques

Elaborer et suivre des dossiers contentieux

Elaborer et suivre une demande de financement européen pour les collectivités territoriales

Assurer une veille juridique et un suivi normatif dans le cadre d'un processus décisionnel européen

Effectuer du lobbying auprès des institutions communautaires et organisations internationales

Compétences ou capacités attestées:

Renseigner sur les procédures contentieuses

Analyser le droit économique international et communautaire

Accomplir des démarches auprès d'organismes publics ou privés pour le compte de fédérations professionnelles

Maîtriser les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce, de la libéralisation des échanges

Mettre en oeuvre des techniques de conseil et de contentieux devant les juridictions européennes et internationales (organe de règlement des différends...)

Informer sur les règles du marché intérieur de l'Union Européenne: libre circulation des services, des marchandises, des capitaux et des personnes

Maîtriser le Droit douanier et la défense commerciale (anti-dumping ...)

Maîtriser le Droit communautaire de la concurrence

Maîtriser les règles de l'import-export et de la politique commerciale commune

Renseigner sur les certifications et normes techniques (Normalisation)

Etudier des fonds structurels, des financements et des subventions de l'Union Européenne

Communiquer en anglais aussi à l'écrit qu'à l'oral

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Secteurs d'activité

Fonction publique internationale, européenne, d'Etat et territoriale

Type emplois accessibles

Juriste international

Juriste international d'entreprise

Juriste dans les fédérations professionnelles nationales et européennes

Juriste linguiste

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Accès à la formation: les étudiants titulaires d'un master 1 délivré par une université française ou d'un diplôme équivalent délivré par une université étrangère. Le recrutement est effectué sur dossier, suivi d'un éventuel entretien afin de vérifier les connaissances juridiques en droit international et communautaire des candidats ainsi que la connaissance de la langue française qui doit être excellente. Les étudiants étrangers devront fournir sur ce point une attestation à leur dossier.

MASTER 1 DROIT ECONOMIQUE OPTION DROIT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET COMMUNAUTAIRE 60 ECTS

La certification s'obtient après une évaluation concernant les unités suivantes :

Unités d'Enseignements Fondamentaux : 36 ECTS

Droit économique international

Droit public économique

Droit de la concurrence

Contrats civils et commerciaux ou Droit communautaire des affaires

Droit économique communautaire
Politiques communautaires
Droit social communautaire

Unités d'Enseignements Complémentaires : 24 ECTS

6 matières, une langue vivante et informatique

MASTER 2 DROIT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET COMMUNAUTAIRE 60 ECTS

La certification s'obtient après une évaluation concernant les unités suivantes :

Unités d'Enseignements Fondamentaux : 38 ECTS

Droit communautaire et ordre juridique international

Droit du marché intérieur

Intégration européenne et relations extérieures de l'Union Européenne

Méthodologie de la recherche et Mémoire ou Stage en entreprise dans une administration ou dans une organisation européenne ou internationale

Préparation à l'exposé-discussion

Unités d'Enseignements Complémentaires : 16 ECTS

5 matières

Unités d'Enseignements Optionnels : 6 ECTS

3 séminaires

Nombre d'heures encadrées par étudiant: 295

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OU	NON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiées sur l'enseignement supérieur).
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		Si l'ingénierie est prévue à cet effet.
En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle	X		Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP
Par expérience dispositif VAE prévu en 2004	X		Enseignants-chercheurs et professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Masters: Arrêté du 25/04/2002 publié au JO le 27/04/2002

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Masters: arrêté d'habilitation du 29 septembre 2009

Pour plus d'informations

Statistiques :

Autres sources d'information :

<http://www.droit1.univ-nantes.fr>

<http://www.univ-nantes.fr/formation>

Lieu(x) de certification :

Université de Nantes

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

UFR Droit et Sciences politiques

Historique de la certification :

Création en 2008

Certification suivante : Droit Économie Gestion Mention Etudes européennes et internationales Spécialité Droit de l'Union européenne